News Release

WORLD ECONOMIC FORUM

COMMITTED TO IMPROVING THE STATE OF THE WORLD

Oliver Cann, Directeur des relations avec les médias, Tél.: +41 (0)79 799 3405, Email: oliver.cann@weforum.org

La réduction du déficit et l'amélioration de la sophistication des entreprises aident la France à rattraper son retard de compétitivité

- Selon le *Rapport sur la compétitivité mondiale 2016-2017*, la France s'est hissée à la 21ème place du classement mondial, et ce, grâce à la réduction de son déficit et à l'amélioration de la sophistication de ses entreprises
- Les mesures de relances monétaires telles que l'assouplissement quantitatif (quantitative easing) ne sont pas suffisantes pour soutenir la croissance, et doivent être accompagnées de réformes en matière de compétitivité.
- Dans les économies émergeants, les derniers modèles d'affaires et l'investissement dans l'innovation sont désormais des facteurs de compétitivité aussi importants que les infrastructures, l'éducation et l'efficacité des marchés
- Cliquez ici pour accéder à l'intégralité du rapport, aux infographies, aux vidéos, et autres documents

Genève, Suisse, le 28 septembre 2016 – L'amélioration de l'environnement macroéconomique français – liée en grande partie à la réduction du déficit budgétaire public – ainsi que l'amélioration de la sophistication des entreprises ont permis au pays de gagner un point dans le classement du *Rapport sur la compétitivité mondiale 2016-2017* publié aujourd'hui.

Le rapport évalue chaque année les facteurs de productivité et de prospérité de138 pays. La progression de la France à la 21e position est à analyser avec prudence. Si, en termes macroéconomiques, la réduction du déficit budgétaire constitue un facteur de compétitivité, elle est largement atténuée par la lourde dette publique et l'inflation proche de zéro qui restent un sujet de préoccupation et un important frein économique. Dans le secteur privé, l'indice de compétitivité mondiale (ICM) place la France en 14e place pour la sophistication de ses entreprises, soit une progression de 6 places par rapport au classement précédent. Les principaux critères de sophistication des entreprises sont : la qualité des réseaux d'entreprises, et la qualité des opérations et stratégies des entreprises individuelles.

Le rapport 2016-2017 se penche notamment sur le déclin progressif du degré d'ouverture des économies au cours des 10 dernières années et sur le risque que cette évolution constitue pour la croissance et l'innovation mondiales. En effet, le degré d'ouverture d'une économie au commerce international est directement lié à sa croissance économique et sa capacité d'innovation. Cette tendance, basée sur une étude de perception, englobe l'ensemble des catégories de revenus des économies et découle principalement de la hausse des barrières non tarifaires. Toutefois, trois autres facteurs sont à prendre en compte: le poids des procédures douanières, l'impact de la réglementation des IDE (Investissement Direct à l'Etranger) et la prépondérance des capitaux étrangers.

Rapport sur la compétitivité mondiale 2016-2017
Les dix économies européennes les plus compétitives

Pays	Rang mondial*
Suisse	1
Pays-Bas	4
Allemagne	5
Suède	6
Royaume-Uni	7
Finlande	10
Norvège	11
Danemark	12
Belgique	17
Autriche	19

Source : Rapport sur la compétitivité mondiale 2016-2017
**Rang 2016-2017 sur 138 économies.*

« La baisse du degré d'ouverture économique à l'échelle mondial nuit à la compétitivité et il est plus difficile pour les dirigeants d'assurer une croissance stable et solidaire», a déclaré Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum économique mondial.

Le rapport montre également en quoi les politiques d'assouplissement quantitatif (Quantitative Easing) et autres mesures monétaires ne suffisent pas à relancer une croissance à long terme dans les économies développées. Il établit que les interventions menées par les économies à faible compétitivité (selon l'ICM) n'ont pas été aussi efficaces que celles mises en œuvre par les pays plus compétitifs. Autrement dit, la compétitivité est une condition sine qua non de relance monétaire.

Le rapport rappelle également que les priorités peuvent varier en fonction du niveau de développent des pays Pour les économies émergentes, les facteurs fondamentaux de compétitivité, tels que les infrastructures, la santé, l'éducation ou le bon fonctionnement des marchés, resteront toujours de bons vecteurs, mais les données de l'ICM montrent également que depuis 2014, les performances en termes de l'adoption technologique, de sophistication des entreprises et d'innovation contribuent de plus en plus à la croissance du PIB par habitant.

Indice de la compétitivité mondiale 2016
Pour la huitième année consécutive, la Suisse occupe la meilleure place du classement, suivie par Singapour et les États-Unis. Puis arrivent les Pays-Bas et l'Allemagne. Cette dernière a gagné deux places en deux ans. La Suède (6e) et le Royaume-Uni (7e) gagnent tous deux trois places (dans le cas du Royaume-Uni, les données prises en compte sont antérieures au Brexit). Le Japon (8e), Hong Kong (9e) et la Finlande (10e), – tous en recul – complètent le top 10.

Bien que les économies **européennes** continuent de dominer ce classement, la division Nord-Sud semble persister au sein du Vieux continent. L'Espagne gagne un point et vient se hisser au 32e rang, tandis que l'Italie recule d'une place en 44e position. De leurs côtés, le Portugal recule de huit places pour atteindre la 46e position et la Grèce recule de cinq places jusqu'en 86e position.

La Chine, en 28e position, reste première des BRICS. Toutefois, la percée de l'Inde (qui gagne 16 places pour venir se positionner en 39e place) réduit fortement l'écart entre l'Empire du Milieu et ses pairs. La Russie et l'Afrique du Sud gagnent elles aussi deux places pour se hisser respectivement aux 43e et 47e positions, tandis que le Brésil recule (81e).

En **Asie de l'Est et du Pacifique** se. 13 des 15 économies étudiées chaque année depuis 2007 ont améliorés leur compétitivité en dix ans. Mais cette dynamique marque le pas désormais: la Malaisie ne figure plus parmi les vingt premiers – elle recule de sept places pour rejoindre la 25e position ; la Thaïlande recule de deux places jusqu'à la 34e position ; l'Indonésie recule de 4 places pour atteindre la 41e position, tandis que les Philippines perdent dix places et se retrouvent en 57e position. Tous les pays émergents de la région doivent réaliser des progrès dans les secteurs de compétitivité plus complexes (maturité technologique, sophistication des entreprises et innovation) pour poursuivre leur développement.

La baisse des prix de l'énergie ne fait que renforcer l'urgence de promouvoir les programmes de développement de la compétitivité dans l'ensemble du **monde arabe**. Bien qu'il compte trois économies parmi les trente premiers – les Émirats arabes unis (16e), le Qatar (18e) et l'Arabie saoudite (29e), il est nécessaire que les pays exportateurs d'énergie continuent de diversifier leurs économies et que les pays importateurs d'énergie améliorent davantage leurs facteurs primaires de compétitivité.

Deux pays d'Amérique latine et des Caraïbes font leur entrée parmi les 50 premiers du classement. Le Chili, cas unique dans la région, occupe la 33e position et gagne deux places. Toutefois, l'écart se réduit progressivement avec le Panama, (qui gagne huit places et se hisse au en 42erang). Puis vient le Mexique en 51e position après une percée de six places. De leur côté, l'Argentine et la Colombie, deuxième et quatrième économies les plus fortes de la région, occupent respectivement la 104e et la 61e places.

Le Rwanda, l'un des pays d'**Afrique subsaharienne** qui a le plus progressé, gagne six places pour se hisser en 52e position. Il est devancé de quelques places par les économies habituellement les plus compétitives de la région, Maurice et l'Afrique du Sud. Toutefois, ces deux pays ont enregistré des améliorations plus modestes qu'à l'accoutumée, et se situent en 45e et 47e positions. Plus bas, le Kenya passe en 96e position, l'Ethiopie reste en 109e place et le Nigéria perd trois places pour se retrouver en 127e position.

« Pour moi, l'intérêt de la croissance économique vient du fait qu'elle est potentiellement si importante pour améliorer le bien-être de l'humanité. *Le Rapport sur la compétitivité mondiale* nous aide à comprendre les moteurs de la croissance, et cette publication arrive à un moment de stagnation de la productivité. Or la productivité est déterminante pour la croissance future », déclare Xavier Sala-i-Martín, professeur d'économie à l'université Columbia.

Notes aux éditeurs :

Le classement du *Rapport de compétitivité mondiale* est basé sur l'Indice global de compétitivité mondiale (IGC) lancé en 2005 par le Forum économique mondial. La compétitivité est l'*ensemble des facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays*. Le classement de l'IGC résulte de l'agrégation d'une centaine d'indicateurs regroupés en 12 catégories – les piliers de la compétitivité :: les institutions, les infrastructures, l'environnement macroéconomique, la santé et l'éducation primaire, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, l'efficacité du marché des biens, l'efficacité du marché du travail, le développement du marché financier, la maturité technologique, la taille du marché, la sophistication des entreprises et l'innovation. L'IGC permet de dresser le portrait complet de la compétitivité d'un pays.

Consultez nos blogs: http://wef.ch/agenda
Suivez les sessions du Forum économique mondial: http://wef.ch/youtube
Accès aux archives photos: http://wef.ch/pics
Retrouvez-nous sur Facebook: http://wef.ch/facebook
Suivez-nous sur Twitter: http://wef.ch/twitter et http://wef.ch/livetweet (hashtag #WEF)
Suivez-nous sur Weibo: http://t.sina.com.cn/davos
Suivez-nous sur WeChat: davos_wef

Le Forum économique mondial, engagé à améliorer l'état du monde, est une organisation internationale de coopération public-privé.
Il collabore avec des politiques, des chefs d'entreprise et des représentants de la société civile de premier plan pour donner forme à des programmes mondiaux, régionaux et sectoriels. (www.weforum.org).

World Economic Forum, 91-93 route de la Capite, CH-1223 Cologny/Geneva
Tel. +41 (0)22 869 1212, Fax +41 (0)22 786 2744, http://www.weforum.org